



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SÉR d'Ankara
Semaine du 2 mars 2026 (n° 466)

Faits régionaux marquants

- ❖ **Région** : La BERD relève ses perspectives de croissance
- ❖ **Turquie** : Le processus de désinflation interrompu
- ❖ **Azerbaïdjan** : Accord avec la Croatie sur les renouvelables
- ❖ **Géorgie** : Contrôle accru des financements étrangers
- ❖ **Turkménistan** : Validation du Plan d'investissement

CHIFFRE À RETENIR

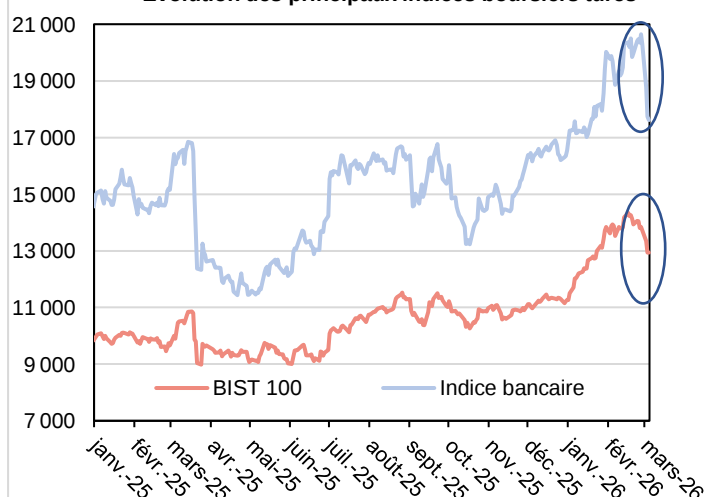
49,3

Niveau de l'indice PMI manufacturier en Turquie en février. S'il atteint son plus haut depuis 22 mois, il reste inférieur au seuil de 50 pour le 20^e mois consécutif, signalant une dégradation continue de l'activité manufacturière depuis juin 2024.

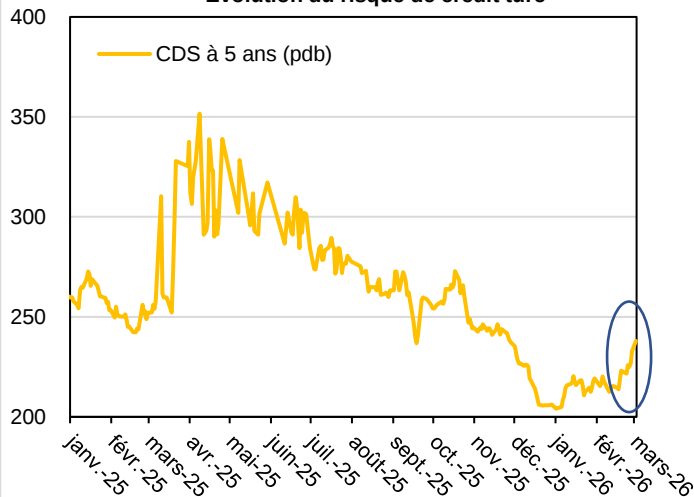
Zoom : Crise en Iran, crise en Turquie ?

Les marchés financiers turcs ont été négativement impactés par les tensions régionales, malgré la réactivité des autorités turques. La bourse d'Istanbul s'est inscrite en baisse : l'indice BIST 100 a cédé jusqu'à 8,0 % en g.h. mardi, tandis que l'indice bancaire du BIST (XBANK) dévissait plus fortement à l'ouverture le 06/03 (-12,6 %), à 17 724 points. La prime de risque CDS à 5 ans, qui avait atteint un point bas depuis 2018 à 215 pdb mi-janvier, s'est relevée jusqu'à 247 pdb le 03/03, avant de refluer à 237 pdb le 04/03. Enfin, les rendements souverains à 2 et 10 ans se sont accrus de respectivement 480 et 300 pdb en g.h., pour s'établir à 38,4 % et 31,2 % à la clôture le 04/03.

Évolution des principaux indices boursiers turcs



Évolution du risque de crédit turc



Dans ce contexte, des mesures d'urgence ont été prises immédiatement pour modérer les marchés : la Banque centrale (TCMB) a [suspendu](#) les adjudications de repo à une semaine, faisant grimper le taux de marché (TLREF) de 300 pdb. à 40,0 %, le rapprochant de la borne supérieure du corridor (41,5 %). En parallèle, la TCMB a [annoncé](#) la mise en place de ventes à terme de devises afin de stabiliser le cours de la TRY : elle aurait vendu jusqu'à 17 Mds USD de réserves lundi et

mardi, alors que les réserves nettes et nettes hors swaps s'établissaient à 91,6 et 78,5 Mds USD le 27/02, ce qui offre aux autorités un confortable coussin préventif. Enfin, des opérations d'*open market* de stérilisation de liquidités ont été menées via l'émission de bons de liquidité d'un montant total de 58,0 Mds TRY (au 04/03). L'Autorité des marchés financiers (SPK) a également annoncé [suspendre](#) les ventes à découvert jusqu'au 6 mars pour limiter la spéculation baissière des cours. La livre s'est ainsi maintenue stable, cédant en g.h. 0,3 % face au dollar (44,0 TRY/USD) et s'appréciant de 1,4 % face à l'euro (51,1 TRY/EUR), le dollar ayant rebondi sur les marchés mondiaux.

A court/moyen-terme, les risques se concentrent sur une hausse durable des prix énergétiques, qui se répercuteraient sur l'inflation et les déficits courant et public. L'énergie en Turquie étant à 70,0 % importée (91,0 % pour le pétrole), dont $\pm 20,0$ % provient d'Iran, une hausse de 10,0 % des cours énergétiques pourrait accroître le déficit courant entre 0,3 à 0,4 pp du PIB selon les [estimations](#), et exercer un effet à la hausse sur l'inflation annuelle entre 1,0 à 1,5 pp.

Pour l'endiguer, un mécanisme d'urgence a été [adopté](#) la nuit du 4 au 5 mars, visant à absorber 75,0 % de la hausse des prix à la pompe (essence, diesel, GPL), en réduisant d'autant le montant des droits d'accise payés sur les carburants. Cette mesure aura un impact non-négligeable – qui reste à chiffrer – sur les finances publiques, et s'ajoute aux craintes d'un accroissement de la charge de la dette via l'effet de la hausse du cours de l'or sur le renchérissement des *gold-linked bonds* émis par le gouvernement turc. L'institut Gedik la [chiffre](#) à potentiellement $\pm 5,0$ – $6,0$ Mds USD.

À horizon mi-mars, l'orientation de la politique monétaire pourrait en conséquence subir une inflexion. Alors que les prévisionnistes anticipaient initialement que la TCMB poursuivrait son assouplissement monétaire (de l'ordre d'environ 50–100 pdb.) à l'occasion de la réunion du Comité de politique monétaire (CPM) prévue ce 12 mars, l'évolution de la situation géopolitique renverse les pronostics. De fait, la banque JPMorgan – suivie par les banques turques – a [annoncé](#) modifier sa perspective, tablant désormais sur un maintien du taux directeur à son niveau actuel (37,0 %).

De la durée des hostilités dépendra le prix, plus ou moins élevé, qu'aura à payer la Turquie en conséquence de l'escalade régionale. Une crise courte – telle que la guerre des Douze jours (juin 2025) – permettrait à la Turquie de s'en sortir à moindres frais ; une prolongation, voire une extension du conflit – les forces de l'OTAN ont abattu le 4 mars un missile balistique qui se dirigeait vers le territoire turc – pourrait alourdir considérablement la facture, qui ne serait alors plus seulement énergétique.

Macroéconomie et finance

Région : La BERD relève ses perspectives de croissance régionale

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques régionales [publié](#) fin février, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) anticipe une hausse modérée de la croissance dans plusieurs économies d'Eurasie.

En Turquie, la croissance du PIB réel se porterait à 4,0 % en 2026 (après 3,4 % réalisé en 2025) puis 4,5 % en 2027, en dépit d'un environnement marqué par un resserrement des politiques macroéconomique et une volatilité financière persistante.

Dans le Caucase, la croissance de la Géorgie est attendue à 5,5 % en 2026, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport aux prévisions de septembre, avant un léger ralentissement à 5,0 % en 2027. En Azerbaïdjan, l'activité resterait plus modérée : après un ralentissement à 1,4 % en 2025, la croissance rebondirait à 2,0 % en 2026 puis 2,5 % en 2027, reflétant une reprise progressive de l'économie hors hydrocarbures.

Enfin, le Turkménistan conserverait un rythme de croissance élevé et stable, avec un PIB attendu en hausse de 6,3 % en 2026 et 6,3 % en 2027, dans la continuité de la performance observée sur les 11 premiers mois de 2025, à +6,3 % (N.B. : la BERD reprend les prévisions turkmènes officielles).

Turquie : Une croissance 2025 robuste tirée par la consommation

D'après [TÜİK](#), l'économie turque a crû de 3,4 % en g.a. et 0,4 % en g.t. au T4 2025 (après +1,0 % en g.t. et +3,8 % en g.a. au T3 2025), un niveau légèrement inférieur aux dernières anticipations de [Bloomberg](#) (+3,8 %). Au total, la croissance s'est établie à +3,6 % sur l'année 2025, dépassant l'objectif de +3,3 % des autorités annoncé dans le Programme à Moyen Terme.

Du côté de la demande, la croissance au T4 a été tirée par l'accélération de la consommation privée (+5,2 % en g.a. ; contribution de +3,7 pp), alors que l'investissement ralentit (+5,4 % et contribution de +1,4 pp, contre +2,8 pp au T3), et que les exportations et importations contribuent négativement à la croissance (respectivement -0,5 pp et -0,9 pp).

Du côté de l'offre, l'agriculture poursuit sa contraction entamée les précédents trimestres (-7,2 % en g.a. ; contribution de -0,3 pp), conséquence de conditions climatiques défavorables, tandis que l'industrie ralentit fortement (+0,9 % en g.a. ; contribution de +0,2 pp), et que la construction poursuit sa dynamique haussière (+8,6 % ; contribution de +0,4 pp). Il en résulte que les services tirent largement la croissance (+4,2 % en g.a. ; contribution de +2,5 pp).

En 2026, la croissance pourrait atteindre entre 4,0 % (BBVA) et 4,2 % (FMI), mais l'incertitude s'accroît en raison de l'escalade militaire au Moyen-Orient.

Turquie : Le processus de désinflation de nouveau interrompu

L'institut statistique de Turquie (TÜİK) a [publié](#) les chiffres de l'inflation nationale pour février 2026, en hausse par rapport à janvier 2026 ; ainsi, le processus de désinflation continu amorcé en juin 2024 a été interrompu pour la seconde fois, après le rebond de septembre 2025.

En glissement annuel (g.a.), la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 31,5 % en février, soit +88 points de base (pdb), après +30,6 % en janvier. Cette dynamique est surtout portée par l'alimentation (+36,4 % en g.a. en février vs. +31,7 % en g.a. en janvier) – notamment imputable aux pressions sur les prix alimentaires liées au Ramadan – et les dépenses liées au logement et charges attenantes, telles que le gaz et l'électricité (42,3 % vs. 45,4 %). En rythme mensuel (g.m.), la hausse des prix diminue à +3,0 % en février, après +4,8 % en janvier. La dynamique mensuelle demeure principalement tirée par les prix de l'alimentation (+6,9 %, contribution de 1,7 pp), suivis de ceux des transports (+2,6 %, 0,4 pp) et du logement (+2,4 %, 0,3 pp).

Ces données sont globalement conformes aux anticipations. Le consensus (enquête [Reuters](#) auprès de 23 institutions) tablait sur une hausse mensuelle de 3,0 % (fourchette de +2,3 à +3,4 %) et un taux annuel proche de +31,5 %.

Par ailleurs, la chambre de commerce d'Istanbul (ITO) a publié les chiffres de l'inflation stambouliote pour [février](#). L'augmentation mensuelle s'y établit à 3,9 %, portant le taux annuel à +37,9 %. Le différentiel d'inflation annuelle entre TÜİK et ITO s'établit ainsi à 6,4 points en février.

Géorgie : Inflation en légère hausse en février

[L'indice des prix à la consommation](#) a augmenté de 0,2 % (g.m.) en février 2026 par rapport à janvier. L'inflation atteint ainsi +4,6 % en glissement annuel. Les prix des denrées alimentaires ont légèrement baissé par rapport au mois précédent, de 0,3 % g.m. Ils restent néanmoins supérieurs de 9,5 % aux prix enregistrés en février 2025.

Géorgie : Amélioration de la perspective du système bancaire

L'agence de notation Moody's a annoncé [relever la perspective](#) de la note attribuée au système bancaire géorgien de négative à stable. La notation de crédit est néanmoins maintenue à Ba2. L'agence considère que l'activité économique solide compense les risques géopolitiques, et anticipe une croissance réelle du PIB de 5,5 % en 2026–2027.

Géorgie : Renforcement du contrôle des financements et de l'emploi étrangers

Les autorités géorgiennes ont adopté début mars plusieurs mesures renforçant l'encadrement des flux financiers et du marché du travail. Le 4 mars 2026, le Parlement a [élargi](#) la définition des «

subventions » (*grants*) soumises à autorisation préalable du gouvernement, incluant désormais certains transferts entre organisations étrangères et leurs branches locales ainsi que des formes d'assistance technique ou de services gratuits. Les infractions peuvent entraîner des sanctions pénales (amendes, travaux d'intérêt général ou peines d'emprisonnement).

Par ailleurs, depuis le 1er mars 2026, les ressortissants étrangers souhaitant travailler en Géorgie doivent obtenir un permis de travail payant. Les entreprises sont tenues de publier une offre pendant dix jours sur le portail national du marché du travail avant de recruter un étranger, et seulement à la condition que l'offre ne soit pas pourvue par un local. Le dispositif introduit également des quotas sectoriels (0 pour les chauffeurs de taxi et coursiers ; 200 pour les guides d'activités de montagne), avec des exemptions pour certaines entreprises, notamment innovantes.

Marchés financiers turcs

Indicateurs	05/03/2026	var semaine	var mois	var fin 2024
BIST 100 (TRY)	13078,93	-5,54 %	-5,75 %	32,25 %
Taux directeur de la CBRT	37,00 %	0,00 pdb	0,00 pdb	-1050,00 pdb
Taux des emprunts de l'État à 2 ans	34,98 %	-131,00 pdb	6,00 pdb	-211,00 pdb
Taux des emprunts de l'État à 10 ans	28,36 %	-176,50 pdb	-135,00 pdb	88,00 pdb
Pente 2-10 ans	-662,00 pdb	-45,50 pdb	-141,00 pdb	299,00 pdb
CDS à 5 ans	246,53 pdb	21,76 pdb	29,91 pdb	-13,97 pdb
Taux de change USD/TRY	43,99	0,25 %	1,13 %	24,67 %
Taux de change EUR/TRY	51,07	-1,41 %	-0,69 %	38,75 %

Taux Forward	05/03/2026	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 05/03/26	43,99	44,47	45,10	46,15	47,07	50,63	54,16	57,72
Var en % (Vs.05/03/26)	-	1,1 %	2,5 %	4,9 %	7,0 %	15,1 %	23,1 %	31,2 %
Taux EUR/TRY FW 05/03/26	51,07	51,68	52,43	53,82	55,13	59,40	63,84	68,47
Var en % (Vs.05/03/26)	-	1,2 %	2,7 %	5,4 %	7,9 %	16,3 %	25,0 %	34,1 %

Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Chute de la valeur ajoutée agricole en 2025

Après une croissance modérée en 2023 (+0,4 %) puis soutenue en 2024 (+5,1 %), le secteur agricole turc s'est contracté à chaque trimestre en 2025 (-0,1 % au T1, -5,0 % au T2 puis -12,4 % au T3 – première contraction à deux chiffres depuis 1999 –, pour terminer l'année sur un [recul global de 8,8 %](#). Cette dégradation s'explique par une succession de chocs : gel printanier touchant 65 provinces sur 81, sécheresse prolongée, épizooties (grippe aviaire et apparition du sérotype SAT-1 de la fièvre aphteuse, inédit depuis 1965), ainsi que certains arbitrages de politique agricole ayant pénalisé plusieurs filières. Dans ce contexte, la part de l'agriculture dans le PIB a poursuivi son érosion, passant de 6,4 % en 2023 à 5,8 % en 2024, puis à 5,2 % en 2025.

Turquie : Flambée des coûts de production du lait

Selon les données du Conseil National du lait, le [coût moyen de production du lait cru](#) était de 20,04 TRY par litre en janvier. Durant les trois premières semaines, le prix de référence était fixé à 19,60 TRY/l, soit une perte moyenne de 0,44 TRY/l pour les producteurs. La hausse des coûts provient principalement de l'augmentation des aliments pour bétail : concentrés, foin et fourrage. Le prix du lait a été relevé à 22,22 TRY/l le 22 janvier, une revalorisation qui n'a pas suffi à compenser les pertes du début du mois.

Turquie : Premiers effets de l'escalade militaire en Iran sur les prix des engrais

Les tensions liées à la crise en Iran alimentent les craintes de perturbations sur le marché des engrais azotés, dont une part importante de l'offre mondiale est concentrée au Moyen-Orient. La région représente environ un quart de la production mondiale d'urée et 40 % du commerce international, grâce à l'accès à du gaz naturel à bas coût. Dans ce contexte, les prix ont déjà réagi : la tonne d'urée se situe autour de 550 USD, en hausse d'environ 13 %, dans un contexte d'incertitudes sur la production iranienne et la sécurité du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz.

Pour la Turquie, fortement dépendante des importations d'intrants fertilisants, ces évolutions font craindre un renchérissement des coûts à l'approche des campagnes agricoles. Tarım Kredi, principale coopérative agricole du pays, a ainsi appliqué le 4 mars sa [deuxième hausse](#) de prix depuis le début de l'année : +1 000 TRY/t pour l'urée, +700 TRY/t pour le sulfate d'ammonium et +400 TRY/t pour le NPK. Certaines ventes sont désormais effectuées de manière contrôlée afin de limiter les achats spéculatifs et les tensions sur l'offre. Les autorités se veulent toutefois rassurantes : le ministre de l'Agriculture et de la Forêt, İ. Yumaklı, affirme que [les stocks nationaux d'engrais](#) restent à un niveau suffisant, tout en indiquant que la situation régionale est suivie de près en raison de ses possibles répercussions sur l'approvisionnement et les prix.

Turkménistan : Nouveaux projets hydrauliques d'ampleur

Le programme de développement socio-économique du Turkménistan pour 2026 prévoit plusieurs [projets structurants en matière de gestion de l'eau](#) et d'amélioration des terres agricoles. Parmi les principales mesures figurent la construction de réseaux de drainage dirigés vers le lac Altyn Asyr, le développement d'un réservoir d'une capacité de 90 Mm³ et la modernisation des infrastructures du canal du Karakum. Le programme prévoit également la reconstruction du collecteur Şasenem ainsi que des travaux d'étanchéité sur plusieurs canaux situés dans la province de Daşoğuz. Ces investissements visent à améliorer l'efficacité de l'irrigation et l'état des terres irriguées, dans un pays dont l'agriculture dépend fortement des grands systèmes hydrauliques hérités de l'ère soviétique.

Plus largement, les autorités entendent moderniser le secteur agro-industriel en introduisant des technologies économes en eau et des outils numériques, afin d'accroître la productivité agricole dans un contexte de forte contrainte hydrique en Asie centrale.

Énergie, environnement et transports

Turquie : Arrêt des livraisons de pétrole brut depuis Kirkouk vers Ceyhan

Reuters a rapporté que les livraisons de pétrole brut de Kirkouk en provenance du gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRKI) vers le terminal de Ceyhan ont été interrompues. L'Irak a réduit de plus de moitié sa production pétrolière face au blocage du détroit d'Ormuz et à la saturation de ses capacités de stockage [selon des responsables du secteur](#).

La production du plus grand champ pétrolier du pays, Rumaila, a été réduite de 700 000 barils par jour, tandis que celle du champ West Qurna 2 a diminué d'environ 450 000 barils par jour, selon ces mêmes responsables. L'Irak a également réduit la production du champ de Maysan d'environ 350 000 barils par jour ainsi que la production de pétrole brut dans la région de Kirkouk, au nord du pays, par mesure de précaution.

Turquie : Signature d'un protocole d'entente avec le Canada sur le nucléaire

Le 3 mars, la Turquie et le Canada ont [signé](#) à Toronto un protocole d'entente sur la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire par l'intermédiaire de la Société turque de l'énergie nucléaire (TÜNAŞ) et la société canadienne AtkinsRéalis, définissant les modalités de coopération pour le développement de centrales nucléaires en Turquie. L'accord prévoit en outre que soit étudié l'applicabilité de la technologie canadienne des réacteurs CANDU en Turquie.

Turquie : Suspension du trafic ferroviaire entre Van et Téhéran

Le trafic ferroviaire entre Van et Téhéran est suspendu depuis le 5 mars 2026, suite aux récents événements survenus dans la région. Les responsables de la TCDD (Chemins de fer d'État turcs) ont publié un [communiqué](#) annonçant la suspension des ventes de billets afin de protéger la sécurité des passagers et d'éviter d'éventuelles perturbations.

Turquie : Premier test à venir d'une rame de train à grande vitesse

Le ministre des Transports et des Infrastructures, Abdulkadir Uraloğlu, [a annoncé](#) que TÜRASAŞ (société turque de production de locomotives, de rames et d'autres composants de systèmes ferroviaires) lancera officiellement les essais de mise en circulation de la 1^{ère} rame électrique de fabrication nationale le vendredi 6 mars. Ces essais permettront de tester les critères de performance du train, notamment la vitesse, le freinage et la maniabilité.

Dans le cadre de ce projet de développement de train électrique à grande vitesse de 225 km/h, TÜRASAŞ prévoit de produire 14 rames entre 2026 et 2028. Ces rames électriques nationales à grande vitesse, composées de 8 voitures à caisse en aluminium, pourront accueillir 577 passagers.

Azerbaïdjan : Accord de coopération sur les renouvelables avec la Croatie

Dans le cadre de la 12^e réunion ministérielle du Conseil consultatif du Corridor gazier Sud et de la 4^e réunion ministérielle du Conseil consultatif de l'énergie verte tenues le 3 mars à Bakou, l'Agence d'État azerbaïdjanaise pour les sources renouvelables d'énergie et la société croate Energinia Naturalis d.o.o. [ont signé](#) un memorandum d'entente visant à étudier leur potentiel de coopération technique et à identifier des zones de projets spécifiques pour le déploiement d'infrastructures vertes.

Géorgie : Frets maritime et aérien ont le vent en poupe, ferroviaire en berne

L'Institut national des statistiques (GeoStat) a publié les données sur le transport de marchandises par train, navire et avion en Géorgie en 2025. Les [ports maritimes](#) et terminaux géorgiens ont pris en charge 16,6 Mt de marchandises sur l'année, un montant en hausse de 7,6 %. Le volume des marchandises et courriers transportés par [voie aérienne](#) a également augmenté de 77,1 %, pour atteindre 39 000 tonnes en 2025.

À l'inverse, avec 13,3 Mt, le volume du [fret ferroviaire](#) a diminué de 3,0 % par rapport à 2024. Les produits transportés sont principalement pétroliers (36,4 %), chimiques (20,4 %) et métalliques (12,8 %). La majorité des marchandises ne fait que transiter par la Géorgie (7,6 Mt, soit 57,4 %) avec pour principale destination finale les Pays-Bas (13,4 %), la Turquie (10,8 %) et la Chine (6,6 %).

Géorgie : Entrevue entre Feima Robotics et Georgian State Electrosystem

Des représentants de la compagnie chinoise [Feima Robotics](#), spécialisée dans les technologies de l'information et les drones, ont rencontré le directeur général de Georgian State Electrosystem, V. Zardiashvili. Cette réunion introductive, qui a eu lieu en Géorgie, a porté entre autres sur la surveillance des lignes de transmission à l'aide de véhicules aériens sans pilote et la mise en œuvre de processus automatisés pour la détection des pannes.

Turkménistan : Validation d'un programme d'investissement ambitieux

Le président turkmène S. Berdimuhamedow [a validé](#) le programme d'investissement pour l'année 2026, qui sera financé par le budget de l'État à la hauteur de 41,0 Mds TMT (environ 11,0 Mds USD). Parmi les priorités du programme communiquées par les autorités locales, figurent notamment l'[achèvement](#) du tronçon Serhetabat–Hérat du gazoduc TAPI, le forage au champ gazier de Galkynysh, une [ligne électrique](#) de 500/400 kV entre les villes turkmène de Mary et iranienne de Mashhad. Le volet transport prévoit l'[ouverture](#) de l'autoroute Mary–Türkmenabat, de [nouvelles gares](#) à Arkadağ et la [modernisation](#) du « port sec » de Towrgondi.

Industrie, services et innovation

Turquie : Léger repli des ventes de véhicules en février

Selon l'Association des distributeurs automobiles et de la mobilité ([ODMD](#)), en février 2026, le marché turc des automobiles et des véhicules utilitaires légers s'est établi à 88 000 unités, en recul de 3,0 % en g.a. Cette contraction provient principalement du segment des voitures particulières, dont les ventes ont diminué de 8,2 %, à 69 800 unités. À l'inverse, le marché des véhicules utilitaires légers (VUL) a enregistré une progression marquée de 24,2 %, atteignant 18 300 unités. En cumul sur janvier-février 2026, le marché total progresse néanmoins toujours, de 2,5 % (g.a), et les voitures électriques continuent de tirer leur épingle du jeu, totalisant 23 300 ventes, soit 17,8 % du marché.

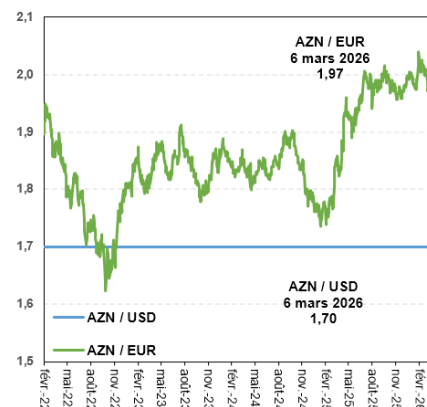
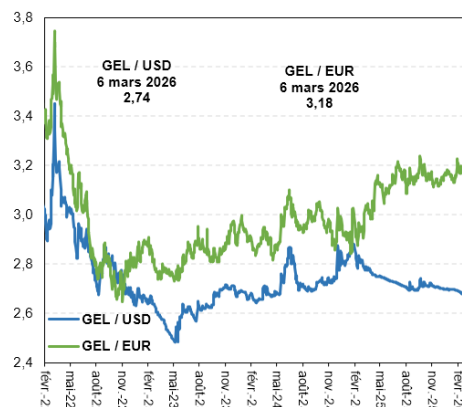
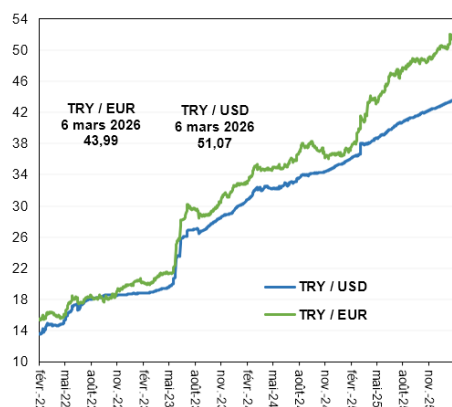
Turquie : Hausse de la production d'acier brut malgré le recul des exportations

Selon l'Association des producteurs d'acier de Turquie ([TÇÜD](#)), la production d'acier brut en Turquie a atteint 3,4 millions de tonnes en janvier 2026, en hausse de 5,8 % en g.a. Toutefois, la consommation de produits finis à base d'acier légèrement reculé de 1,7 %, pour s'établir à 3,5 millions de tonnes. En parallèle, les exportations de produits sidérurgiques ont enregistré une baisse : -18,4 % en volume pour s'établir à 911 800 tonnes et -21,1 % en g.a en valeur, pour atteindre 600 MUSD.

Géorgie : Sanctions du Royaume-Uni à l'encontre de deux chaînes de télévision

Le Royaume-Uni a annoncé la mise en place de [sanctions](#) à l'encontre de deux chaînes de télévision progouvernementales, [Imedi TV](#) et [POSTV](#), considérées comme impliquées dans le système de désinformation russe. Les sanctions comprennent le gel des avoirs, l'interdiction d'exercer des fonctions de dirigeants et des restrictions d'accès aux services fiduciaires. Ces mesures font partie du [train de sanctions](#) adopté par le Royaume-Uni le 24 février 2026 à l'encontre de plus de 300 entités en vertu du Règlement britannique sur la Russie de 2019 et qui vise surtout les réseaux logistiques internationaux du pétrole russe (armateurs, traders, navires de la « flotte-fantôme »).

Tableaux statistiques et graphiques



	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (fin d'année)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE	
	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027
FMI	4,20 % fév-26	4,10 % fév-26	2,50 % oct-25	2,50 % oct-25	5,30 % oct-25	5,30 % oct-25	23,00 % fév-26	19,00 % fév-26	4,00 % oct-25	4,00 % oct-25	3,00 % oct-25	3,00 % oct-25
Banque mondiale	3,70 % janv.-26	4,40 % janv.-26	1,80 % janv.-26	1,70 % janv.-26	5,50 % janv.-26	5,00 % janv.-26	18,00 % oct.-25	15,00 % oct.-25	4,6 % oct.-25	4,6 % oct.-25	4,50 % oct.-25	4,50 % oct.-25
OCDÉ	3,40 % déc-25	4,00 % déc-25	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	20,80 % déc-25	11,70 % déc-25	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	3,80 % sept-25	4,30 % sept-25	2,90 % oct-25	3,30 % oct-25	5,00 % sept-25	5,20 % sept-25	16,00 % sept-25	9,00 % sept-25	4,80 % oct-25	4,70 % oct-25	3,30 % sept-25	3,00 % sept-25
Banque centrale	n.d.	n.d.	2,4 % janv-26	2,9 % janv-26	4,90 % janv-26	5,10 % janv-26	16,00 % nov-25	9,00 % nov-25	5,5 % janv-26	4,0 % janv-26	2,70 % janv-26	2,90 % janv-26

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale

Responsable de la publication : Jérôme Baconin

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SÉR d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtresor.gouv.fr